

**DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE****VILLE DE BASSE-TERRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE, RELATIF À UNE PERMISSION DE VOIRIE À L'ENTREPRISE EDF ARCHIPEL GUADELOUPE, SISE RUE EUVREMONT GENE – 97110 POINTE A PITRE, REPRESENTÉE PAR MONSIEUR ALIX ROUX, DE RÉALISER DES TRAVAUX POUR LE REMPLACEMENT DU SUPPORT ET LA SUPPRESSION DU CÂBLE AÉRIEN QUI PASSE DEVANT LE NOUVEAU COMMISSARIAT SITUÉ SUR LE BOULEVARD FELIX EBOUE – PARVIS HOTEL DE POLICE DE BASSE-TERRE A BASSE-TERRE, A PARTIR DU MARDI 25 JUIN 2024 JUSQU'AU JEUDI 26 DECEMBRE 2024, DE 07 HEURES 00 À 15 HEURES 00.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L 1111-6 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

VU le code pénal ;

VU le Code de la route et les instructions interministérielles sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié)

VU l'état des lieux

CONSIDERANT la demande formulée en date du 24 Juin 2024, par laquelle l'Entreprise « **EDF ARCHIPEL GUADELOUPE** », sise Rue Euvremont GENE – 97110 Pointe A Pitre, représentée par Monsieur Alix ROUX, **sollicite un arrêté de permission de voirie** en vue de réaliser des travaux pour le remplacement d'un support et la suppression du câble aérien qui passe devant le nouveau Commissariat de Basse-Terre, situé sur le Boulevard Félix Eboué – Parvis Hôtel de Ville à Basse-Terre, **à partir du Mardi 25 Juin 2024 jusqu'au Jeudi 26 Décembre 2024**, de 07 heures 00 à 15 heures 00.

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE PREMIER** : Autorise une **Permission de Voirie** à l'Entreprise « **EDF ARCHIPEL GUADELOUPE** », afin de réaliser des travaux pour le remplacement d'un support et la suppression du câble aérien qui passe devant le nouveau Commissariat de Basse-Terre, situé sur le Boulevard Félix Eboué – Parvis Hôtel de Ville à Basse-Terre, **à partir du Mardi 25 Juin 2024 jusqu'au Jeudi 26 Décembre 2024**, de 07 heures 00 à 15 heures 00.

**ARTICLE 2** : L'Entreprise « **EDF ARCHIPEL GUADELOUPE** » en charge de la réalisation des travaux devra mettre en place la main d'œuvre nécessaire pour installer un dispositif de signalisation (panneaux de type AK3, AK5, B3, B14, B31, KC1 et K10 barrières, bandes) pour matérialiser ces dispositifs.

**ARTICLE 3** : La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de CENT QUATRE VINGT JOURS (180) jours calendaires.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture du chantier est fixée le **mardi 25 Juin 2024** à partir de 07 heures 00 comme précisé dans la demande.

**ARTICLE 4** : L'Entreprise « **EDF ARCHIPEL GUADELOUPE** » devra procéder à la remise en état de la chaussée après la réalisation des travaux.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté devra être notifié, affiché et publié conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 7** : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9** : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 25 JUIN 2024

*Certifie exécutoire compte tenu*

*De la notification, le 25 JUIN 2024*

*De l'affichage et/ou la publication, le 25 JUIN 2024*

*Fait à Basse-Terre, le 25 JUIN 2024*

P/Le Maire André ATALLAH  
Conseiller Municipal  
Délégué à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH  
Conseiller Municipal  
Délégué à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA